

2012

RAPPORT ANNUEL



Nous construisons demain

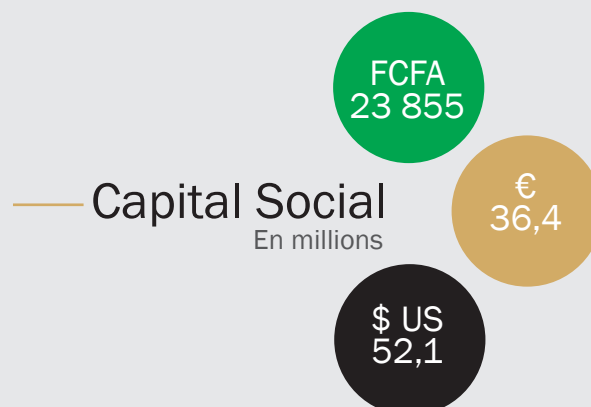
CHIFFRES CLÉS 2012

Taux de change (chiffres en millions)

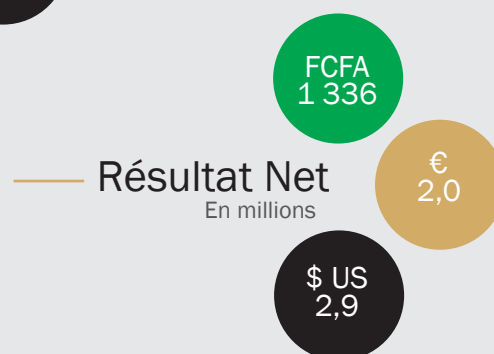
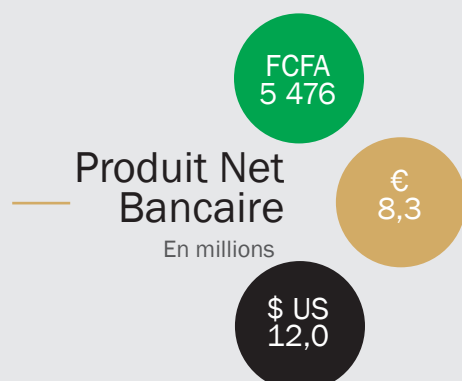
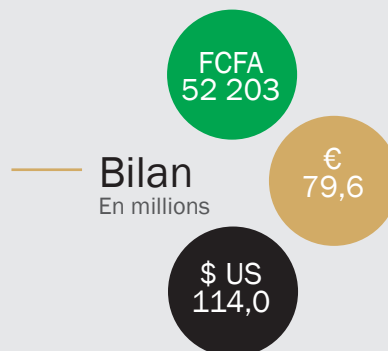
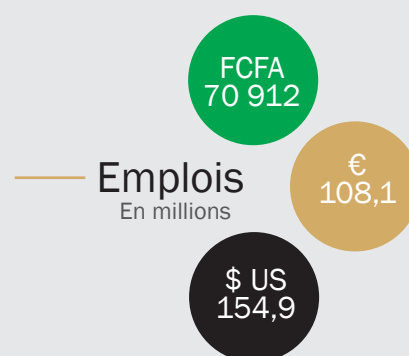
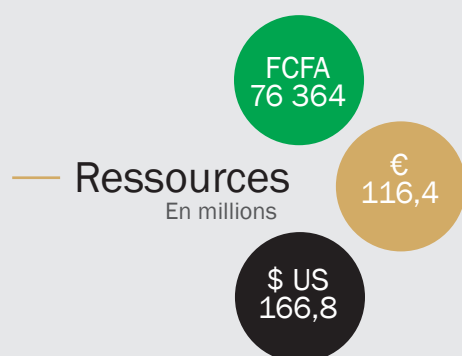
1 €* - 655,957 F CFA

1 \$* US - 497, 15 F CFA

** Valeur de l'euro et du dollar au 31 décembre de l'année de référence



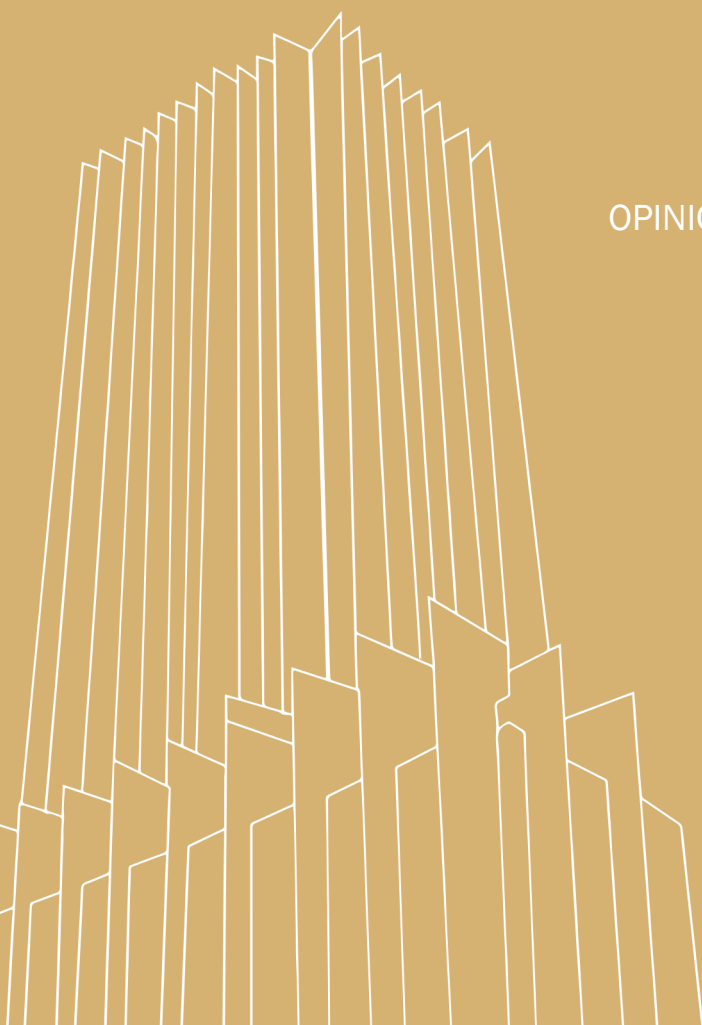
Budget



SOMMAIRE



ORGANISATION	'05
Tutelles et Conseil d'Administration	
Comité de Direction	'07
MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	'08
NOTE DE CONJONCTURE	'10
Environnement international	
Environnement national	
ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ	'16
Appui et conseil à l'Etat	
Investissement	
Ressources Humaines et activités sociales	
RAPPORT FINANCIER	'19
Compte d'exploitation	
Résultats financiers	
Analyse financière du Portefeuille	
PORTEFEUILLE	'26
OPINION DES CENSEURS SUR LES COMPTES	'33



ORGANISATION

TUTELLE TECHNIQUE

Ministère des Mines, de l'Industrie et du
Développement Technologique

TUTELLE FINANCIÈRE

Ministère des Finances

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT

M. Simon ACHIDI ACHU

Ancien Premier Ministre

ADMINISTRATEURS

M. Séraphin Magloire FOUA

Secrétaire Général-Adjoint de la Présidence de la République

M. Edouard EBAH ABADA

Secrétaire Général du Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique

M. Urbain Noël EBANG MVE

Secrétaire Général du Ministère des Finances

M. Dieudonné EVOU MEKOU

Directeur Général de la Caisse Autonome d'Amortissement

Mme. Monique OULI NDONGO

Secrétaire Général du Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales

M. Jean Claude EKO'O AKOUAFANE

Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural

M. Jean Marie Benoît MANI

Directeur National de la Banque des États de l'Afrique Centrale

M. Pierre MOUKOKO MBONJO

Ministre des Relations Extérieures

M. HAMOA HAMATOUKOUR

Ancien Député

M. OBEN Peter ASHU

Ancien Gouverneur des Provinces

M. Gilbert TSIMI EVOUNA

Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Yaoundé

CENSEURS

M. Charles NGOLE

Inspecteur d'État

M. Félix ATECK A DJAM

Inspecteur Principal des Impôts



COMITE DE DIRECTION



DIRECTEUR GÉNÉRAL
Mme Aïssatou YAOU



DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT
M. Ambroise ONDOA ONANA



AUDITEUR INTERNE
Mme Léocadie SOLLO ASSOMO
MEDJO



DIRECTEUR DE L'INVESTISSEMENT
M. Jeanneau de Debonis OTTO



DIRECTEUR DU PORTEFEUILLE
M. Séraphin FOTSO



**DIRECTEUR DES ETUDES ET
DU CONSEIL**
M. Majoré Louis TIMBA



**DIRECTEUR DES OPÉRATIONS
IMMOBILIÈRES**
M. Emmanuel NENGOM



**DIRECTEUR DES FINANCES ET
DU RECOUVREMENT**
M. Oumarou AOUDOU



**DIRECTEUR DES AFFAIRES
GÉNÉRALES**
M. Philippe Jacques BERTOUA

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Simon ACHIDI ACHU

La fragilité d'une économie mondiale, dont les frémissements demeurent inhérents à l'épilogue encore trop récent de la crise de 2008, couplée à une conjoncture interne contraignante, a significativement contribué à inscrire l'année 2012 dans le catalogue des exercices difficiles.

En effet, la diminution du bénéfice de l'Institution au 31 décembre 2012 de l'ordre de -15 % - soit FCFA 1 335,7 millions contre FCFA 1 572,3 millions en 2011 -, corollaire immédiat de la baisse des revenus des titres de participation (FCFA 4 772,9 en 2012 contre FCFA 5 482,2 millions en 2011), traduit l'âpreté de l'environnement de plus en plus concurrentiel dans lequel évoluent les sociétés du portefeuille de la SNI.

Dans ce contexte, la SNI, en sa posture d'actionnaire, a cependant continué d'épauler de son mieux, les sociétés de son portefeuille à l'effet d'optimiser leur rendement. C'est ainsi qu'au cours de l'exercice, au chapitre des activités liées à l'Investissement, la SNI a contribué à financer la modernisation de l'atelier de filature de la Cotonnière Industrielle du Cameroun (CICAM), antenne de Garoua, modernisation dont le coût a été évalué à 2 300 millions F CFA.

Réalisée au premier semestre de l'exercice, cette opération a été suivie d'un emprunt de 5 500 millions de FCFA auprès d'une syndication de banques locales pour l'acquisition de 76 métiers à tisser. A terme, ces mesures qui concourent substantiellement à la restructuration de la CICAM,

“

Dans ce contexte, la SNI, en sa posture d'actionnaire, a cependant continué d'épauler de son mieux, les sociétés de son portefeuille à l'effet d'optimiser leur rendement.

”

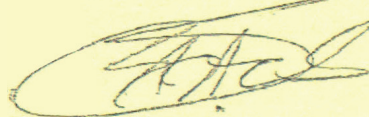
devraient contribuer à doter la sous-région d'un outil de production textile de pointe.

Toujours dans le sillage de l'Investissement, le projet GEOVIC a connu, au courant de l'exercice 2012, une avancée significative avec la signature d'un «Memorandum of Agreement » (MOA) le 31 décembre 2012. Ce MOA formalise le nouveau partenariat entre la SNI et la société chinoise JXTC dont l'objet est le bouclage du financement du projet via l'acquisition des parts de GEOVIC par JXTC et l'intermédiation pilotée par JXTC auprès d'une institution financière chinoise en vue de l'octroi à la SNI d'un prêt à long terme à des conditions bonifiées, pour couvrir sa participation au capital social de GEOCAM.

Les activités de conseil et d'appui à l'Etat ont également ponctué l'exercice, avec l'association de la Société aux entités chargées du pilotage d'importants projets tels que le projet d'exploitation du fer de Mbalam, le projet de construction du barrage de Memve'ele ou encore celui de la construction du Complexe industrialo-portuaire de Kribi. Pour ce dernier, un Cadre de la SNI y a d'ailleurs été détaché en qualité de Coordonnateur-Adjoint, témoignage de la reconnaissance de l'expertise contemporaine et éprouvée de la SNI en matière de développement économique.

Le bilan de l'année 2012 nous donne une motivation plus que jamais accrue de n'épargner aucune de nos ressources pour l'atteinte de notre vision et au demeurant, celle du Cameroun à l'horizon 2035. C'est dans cette perspective que nous entrevoyons l'exercice à venir.

Le Président du Conseil d'Administration



R.T. HON. Simon ACHIDI ACHU

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Environnement économique mondial

Quatre années après le début de la crise financière, l'économie mondiale continue à peiner et le niveau de croissance dans les pays à revenu élevé demeure faible.

En effet en 2012, l'environnement économique et financier est demeuré fragile à l'échelle mondiale, du fait essentiellement des incertitudes suscitées par la persistance de la crise des dettes souveraines en zone euro. En dépit des actions importantes engagées, notamment pour rassurer les marchés financiers et renforcer la surveillance de l'activité bancaire au sein de la Zone, cette situation, conjuguée à d'autres facteurs structurels endogènes s'est traduite par un ralentissement de l'activité économique, aussi bien dans les pays avancés que dans les économies émergentes et en développement.

Le commerce mondial a connu une progression moins forte en 2012, en liaison avec l'affaiblissement de la demande intérieure des pays affectés par la crise. Les cours mondiaux des matières premières ont connu des évolutions différenciées selon les produits. Certains produits de base ont pu résister à l'affaiblissement de la demande mondiale, en raison de l'impact des aléas climatiques sur l'offre ou des craintes suscitées par des facteurs géopolitiques. Les prix des produits énergétiques sont restés à des niveaux élevés alors que les prix des matières premières ont connu un recul de 17,2%, le secteur manufacturier étant affecté par le ralentissement de la demande en Chine et la situation dans la Zone euro.

En 2013, les perspectives économiques s'annoncent sous de meilleurs auspices qu'en 2012. Les mesures prises par les autorités européennes pour sortir des crises des dettes souveraines et sauver l'euro ont contribué à améliorer le climat sur les marchés financiers.

Les données disponibles tablent sur une relative amélioration de la situation économique en zone euro, en même temps que le raffermissement de l'activité aux Etats-Unis. Les pays émergents demeuraient le moteur de la croissance mondiale. En particulier, la Chine et l'Inde enregistraient une accélération de l'activité économique.

Afrique subsaharienne

La croissance en Afrique subsaharienne est restée robuste, à 4,6 % en 2012, malgré le ralentissement de l'économie mondiale. Abstraction faite de l'Afrique du Sud, économie la plus importante de la région, le PIB a affiché une hausse de 5,8 % en 2012, atteignant au moins 6 % dans le tiers des pays de la région. La croissance a profité, en 2012, d'une demande intérieure robuste, du maintien du niveau élevé des cours des produits de base, d'une augmentation des volumes d'exportations (due aux nouvelles capacités du secteur des ressources naturelles) et de la stabilité des envois de fonds des travailleurs émigrés. Cependant, en plus du frein représenté par une économie mondiale affaiblie, des facteurs locaux, y compris un resserrement antérieur des politiques monétaires (Kenya et Ouganda), des conflits sociaux prolongés (Afrique du Sud) et des troubles politiques (Mali et Guinée Bissau) ont affaibli la croissance dans plusieurs pays de la région.

L'activité économique était similairement diversifiée dans la région, reflétant des prix de matières premières qui restent élevés et des perspectives de croissance relativement importantes pour la région, les flux nets de capitaux ont augmenté de 3,3 %, atteignant un record de \$54.5 milliards. Une bonne partie de l'accroissement des flux nets de capitaux est sous la forme de flux d'investissements étrangers directs vers la région, qui sont passés à \$37,7 milliards en 2012, partant de \$35,7 milliards en 2011, en dépit du déclin général de 6,6 %

des flux d'investissements directs étrangers vers l'ensemble des pays en développement en 2012. Le tourisme, un moteur important de la croissance dans la région, est resté robuste avec des arrivées massives de touristes dans de nombreuses destinations populaires, y compris en Afrique du Sud, à Maurice, au Sierra Leone, à Madagascar et au Cap Vert.

Les perspectives de croissance à moyen terme restent bonnes et devraient être soutenues par une reprise de l'économie mondiale, des prix de matières premières qui restent élevés et un investissement accru. D'après les prévisions, les taux de croissance de la région au cours de la période 2013-2015 devraient se rétablir aux niveaux moyens de 5 % enregistrés avant la crise. Hors Afrique du Sud, la croissance moyenne de la région sera de 6% sur la période 2013-2015.

Asie de l'Est et du Pacifique

La croissance dans la région Asie de l'Est et Pacifique est passée de 8,3 % en 2011 à un taux estimé à 7,5 % en 2012. Ce ralentissement a été causé en grande partie par la faiblesse de la demande extérieure et par la mise en œuvre, en Chine, de mesures destinées à contenir l'inflation. Le ralentissement de la croissance dans la région, Chine exclue, a été moins marqué du fait d'une demande intérieure importante. L'activité économique s'est accélérée dans l'ensemble de la région vers la fin de l'année à mesure que les marchés financiers internationaux se stabilisaient et que la Chine assouplissait ses politiques.

La croissance du PIB régional devrait

augmenter pour atteindre 7,9 % en 2013 et se stabiliser ensuite aux alentours de 7,5 % d'ici 2015. En Chine, la croissance économique atteindra 8,4 % en 2013 pour se stabiliser ensuite à 7,9 % d'ici 2015. Hors Chine, la croissance devrait atteindre 5,9 % en moyenne au cours de la période 2013-2015 grâce à une forte demande intérieure et à l'intensification du commerce mondial. L'économie japonaise, qui poursuit son redressement, réaliserait un taux de croissance de 2,2%, malgré la contraction de 0,8% en 2011.

Les perspectives de croissance à court terme du Japon n'ont pas été révisées à la baisse en dépit du retour de la récession. L'activité devrait progresser de 1,2 % en 2013. La récession devrait être de courte durée, parce que les effets des facteurs temporaires, tels que les subventions à la filière automobile et les perturbations des échanges commerciaux avec la Chine, s'atténueront. Un vaste programme de relance budgétaire et un nouvel assouplissement de la politique monétaire, conjugués à un redressement de la demande extérieure et à un affaiblissement du yen, dynamiseront la croissance au moins à court terme.

Asie du Sud

En Asie du Sud, la croissance est passée de 7,4 % en 2011 à un taux estimé à 5,4 % en 2012 sous l'effet, principalement, d'un ralentissement brutal de l'économie de l'Inde, où la croissance du PIB devrait s'établir à 5,4 % au cours de l'exercice s'achevant en mars 2013. La faiblesse de la demande mondiale est venue exacerber l'effet de facteurs propres à la région, y



compris la faible croissance des investissements, les coupures d'électricité, les incertitudes politiques et la faible intensité de la mousson. Le PIB régional devrait afficher une croissance de 5,7 % au cours de l'année civile 2013, et de 6,4 et 6,7 % respectivement en 2014 et 2015, sous l'effet des réformes politiques mises en œuvre en Inde, d'un renforcement des investissements, d'une production agricole normale et d'un renforcement de la demande d'exportations. En Inde, on prévoit que la croissance devrait atteindre 6,4 % pour l'exercice 2013, et atteindre 7,3 % d'ici 2015.

Europe et Asie Centrale

La croissance estimée du PIB dans la région Europe et en Asie centrale a fortement baissé, tombant de 5,5 % en 2011 à 3 % en 2012, alors que la région faisait face à de graves turbulences, y compris un affaiblissement de la demande extérieure, la réduction du niveau d'engagement opérée par les banques européennes, et les pressions inflationnistes induites par les sécheresses estivales et les cours des produits de base. La croissance a affiché son ralentissement le plus marqué dans les pays entretenant des liens économiques étroits avec la zone euro, et elle s'est montrée relativement robuste dans les économies riches en ressources qui ont bénéficié des cours élevés des produits de base.

La croissance du PIB dans la région devrait rebondir pour atteindre 3,6 % en 2013 et 4,3 % en 2015. Les perspectives à moyen terme dépendront essentiellement des résultats des mesures mises en œuvre afin de corriger les déséquilibres externes (déficits élevés des transactions courantes) et internes (déficits budgétaires importants, chômage et inflation), d'accroître la compétitivité et de surmonter les difficultés d'ordre structurel.

Dans la zone euro, les perspectives à court terme ont été révisées à la baisse, bien que les progrès des ajustements nationaux et le renforcement de la riposte face à la crise à l'échelle de l'Union européenne aient réduit les risques extrêmes et aient amélioré les conditions de financement pour les pays de la périphérie. L'activité devrait se contracter de 0,2 % en 2013, au lieu de progresser de 0,2 %. Cela s'explique par les retards dans la transmission de la baisse des écarts de taux souverains et de l'amélioration des liquidités bancaires

aux conditions d'emprunt du secteur privé, et par l'incertitude qui continue d'entourer la résolution de la crise en dépit des progrès accomplis récemment. En 2013, cependant, ces freins commenceront à se relâcher, à condition que les réformes prévues pour s'attaquer à la crise continuent d'être mises en œuvre.

La croissance du PIB des pays d'Europe centrale devrait s'établir à 1,2%. La crise de la zone euro va continuer à impacter négativement la région. Les pays les plus intégrés avec la zone euro auront une croissance faible. Ainsi, la Pologne, l'économie la plus importante d'Europe centrale qui avait tiré son épingle du jeu de la crise de 2008 grâce à une demande intérieure très dynamique, n'affichera que 1,5% de croissance en 2013, en recul de 0,7% par rapport aux prévisions.

Poids lourd de la région, la Russie a marqué un ralentissement de sa croissance au cours des trois premiers trimestres de 2012 et devrait progresser de 3,5% en 2013, un léger mieux par rapport aux prévisions mais un rythme divisé par deux par rapport à l'avant-crise de 2008. La Russie reste très dépendante du gaz et du pétrole qui représentent encore 70% de ses exportations et la moitié des revenus de l'État.

La Turquie, souvent présentée comme le tigre économique à la charnière de l'Europe orientale et de l'Asie centrale, a aussi marqué un net ralentissement en 2012. Son PIB qui avait bondi de 8,5% en 2011, n'a progressé que de 2,6% en 2012 et devrait s'établir à 3,7% cette année. Les prix élevés du pétrole, dont la Turquie est importatrice, et un resserrement de la politique monétaire ont freiné la consommation et les investissements. La Turquie, jusque récemment dépendante du marché européen pour ses exportations, a opéré un virage stratégique en misant vers des clients plus dynamiques, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

Amérique du Nord

Aux États-Unis, la croissance, qui sera supérieure à la tendance au second semestre de l'année, devrait atteindre 2 % en moyenne en 2013. Les conditions favorables sur les marchés financiers et le retournement du marché immobilier ont contribué à améliorer les bilans des ménages et devraient conduire à un raffermissement de la croissance de la consommation en 2013. Toutefois, la perspective

d'un resserrement budgétaire continue de miner la confiance et de freiner la croissance.

Après avoir affiché la meilleure performance économique des pays du G-7 durant la période qui a suivi la récession, le Canada a enregistré un ralentissement de sa croissance durant la seconde moitié de 2012. La forte baisse de la production minière, pétrolière et gazière, à laquelle s'est ajouté le ralentissement dans les secteurs de la fabrication et de la construction, a freiné l'activité économique au troisième trimestre. En 2013, la croissance du PIB réel devrait s'établir à 1,8 %. Certains facteurs ayant freiné l'activité à la fin de 2012 ont commencé à s'améliorer, mais les incertitudes liées aux perspectives économiques des États-Unis et de la zone euro mineront la confiance au début de 2013, ce qui devrait ralentir l'ardeur des consommateurs et des entreprises.

Amérique Latine et Caraïbes

Dans la région Amérique latine, le PIB est passé de 4,3 % en 2011 à un taux estimé à 3 % en 2012 à cause d'une baisse marquée de la demande intérieure dans certaines des économies les plus importantes de la région et d'une conjoncture extérieure défavorable. On estime qu'au Brésil, principale économie de la région, la croissance n'aurait atteint que 0,9 % en 2012. Pour la période 2013-2015, on s'attend à ce qu'un contexte politique plus favorable, une accélération des apports de capitaux (sous forme d'IDE en particulier) et une demande extérieure plus robuste portent la croissance à 3,8 % en moyenne. Les réformes du marché du travail et de la fiscalité en cours d'exécution dans certaines des économies les plus importantes et les efforts déployés pour stimuler les investissements en infrastructures devraient contribuer à corriger certains des problèmes structurels qui ont nui à la croissance dans la région.

Moyen-Orient et Afrique du Nord

La croissance dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord continue de subir les contrecoups du climat d'incertitude politique et des troubles qui persistent dans plusieurs pays. On estime que le PIB régional a progressé de 3,8 % en 2012 (après un déclin de 2,4 % en 2011) grâce, surtout, à la reprise de la production pétrolière libyenne et aux progrès soutenus observés en Iraq. Cependant, la croissance des pays importateurs de pétrole de la région est restée atone, passant de 2,4 % en 2011 à un taux estimé à 2,5 % en 2012 sous l'effet d'un ralentissement des exportations

et du secteur du tourisme, ainsi que des problèmes propres à certains pays, y compris les mauvaises récoltes au Maroc, les difficultés budgétaires en Jordanie, et le climat d'incertitude et la situation des réserves de change en Égypte.

La croissance du PIB régional devrait subir un ralentissement pour se situer à 3,4 % en 2013, et augmenter ensuite pour atteindre 4,3 % d'ici 2015, en supposant une amélioration du climat d'incertitude et l'apaisement des troubles qui sévissent actuellement, un renforcement du secteur touristique et une reprise des exportations à mesure que la demande mondiale continuera de se raffermir.

ENVIRONNEMENT NATIONAL

Les actions ont porté en 2012 sur l'appui à la relance de la production, l'appui à la mise en œuvre des projets structurants, ainsi que l'amélioration du climat des affaires et le renforcement du dialogue secteur public-secteur privé.

S'agissant de la relance de la production, l'appui au développement des filières a conduit à l'opérationnalisation du programme de compétitivité des filières de croissance. En l'occurrence, le développement de la filière coton/textile/confection s'est traduit entre autres par l'attribution du site devant abriter le cluster textile des artisans couturiers de Yaoundé et l'apport de 150 millions de FCFA aux accoueurs de l'Interprofession avicole (IPAVIC), portant ainsi à 600 millions de FCFA l'appui financier gouvernemental à la filière avicole.

Par ailleurs, des centres d'accompagnement des promoteurs des pépinières d'entreprises ont été mis en place dans les dix régions. Ces centres auront pour mission de renforcer les capacités des entreprises dans les domaines clés tels que le montage des business plan, l'accès à l'Internet et la mobilisation des financements.

S'agissant des projets structurants, les travaux de construction du Port en Eau Profonde de Kribi ont été exécutés à 40%, les études spécifiques des itinéraires du court terme du Plan Directeur Ferroviaire National ont été finalisées et les études de faisabilité de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen, réalisées. Pour ce qui est de l'amélioration du climat des affaires et du renforcement du dialogue secteur public-secteur privé, la vulgarisation des résultats de l'enquête sur le climat des affaires réalisée en 2011

a été organisée dans les dix régions à travers des ateliers de restitution. Ces ateliers ont également été l'occasion de présenter les actions entreprises ces trois dernières années par le gouvernement pour faciliter les affaires dans le pays. Des concertations entre le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) et le secteur privé ont donné lieu à l'identification des niches de croissance et à la définition d'une plate-forme d'échanges périodiques.

Croissance

La reprise économique au Cameroun continue. Après avoir progressé de quelque 4 % en 2011 et à près de 5% en 2012. Les moteurs de cette croissance demeurent l'agriculture, la construction et l'industrie des services, avec pour différence importante cette année, une production pétrolière également à la hausse. Cette croissance économique demeure cependant insuffisante pour améliorer d'une façon visible le quotidien des Camerounais selon la Banque mondiale.

Inflation

Les prix à la consommation finale des ménages enregistrent une hausse de 2,4 % au cours de l'année 2012, en recul d'un demi-point comparativement à l'année 2011 dont l'inflation se situait à 2,9 %. La hausse du niveau général des prix provient en grande partie du renchérissement des prix des produits alimentaires (3,5 %) et de la progression des prix des services d'enseignement (3,3%) ainsi que des services de logement (3,3 %). Maroua enregistre la plus forte inflation. Ceci peut s'expliquer par les inondations ayant couvert plus de la moitié de la région de l'Extrême-Nord en août et septembre dernier et ayant dévasté les cultures,

engendrant une diminution de l'offre des céréales (maïs, riz et mil) et des légumineuses (niébé).

Dettes publiques

La dette intérieure du Cameroun s'est accrue de 16 %, passant de 1393 milliards FCFA en 2011 à 1620 milliards FCFA à fin novembre 2012. Cette tendance haussière est le résultat de la diversification des ressources engagées par les pouvoirs publics pour le financement des projets structurants, notamment à travers des bons du trésor émis pour environ 110 milliards FCFA en 2012, 200 milliards FCFA en 2010 et 50 milliards FCFA en 2011.

Sur le plan de la politique budgétaire

Le gouvernement s'est engagé à mobiliser en 2012 une enveloppe budgétaire de 2800 milliards de FCFA pour lancer le septennat des «Grandes Réalisations». Une projection qui reposait sur l'hypothèse d'une production pétrolière de 24 millions de barils; un taux de croissance du PIB de 5,5%; un taux d'inflation de 3% environ; un déficit de solde budgétaire hors dons de 0,5% du PIB et un déficit du compte courant de la balance des paiements de l'ordre de 3,6% du PIB.

En fin de compte, les résultats macroéconomiques sont en deçà des attentes avec un taux de croissance de 5,1 % et une inflation de 3,2 %. Néanmoins, les performances enregistrées dans le cadre de la mobilisation de ressources sont jugées satisfaisantes.

Ainsi, au niveau des recettes budgétaires totales, le budget 2012 avait prévu 2800 milliards de FCFA, soit 2280 milliards de FCFA de recettes internes (81,4 %), et 520 milliards de FCFA d'autres recettes (18,6 %). Au 31 décembre 2012, les



réalisations globales sont d'environ 2994 milliards de FCFA, en hausse de 194 milliards de FCFA par rapport à la prévision initiale.

Pour ce qui est des titres publics, les réalisations se sont limitées à l'émission des bons du trésor assimilables pour un montant total de 75 milliards de FCFA qui ont servi au remboursement des bons précédemment émis pour un égal montant.

Perspectives et conclusions

D'ici à 2016, la croissance économique devrait progressivement atteindre 5,5 %. Cette évolution repose sur la hausse projetée de la production pétrolière, le programme d'investissements publics en cours et les initiatives d'amélioration du climat des affaires. Pour autant, l'encours croissant des arriérés intérieurs, l'effritement des stabilisateurs budgétaires, les passifs conditionnels émanant des banques et des entreprises publiques en difficulté ainsi que la lenteur de l'amélioration de la mobilisation des recettes non pétrolières et de la gestion des dépenses publiques compromettent la viabilité budgétaire à moyen terme. La croissance est menacée si l'environnement extérieur, notamment dans la zone euro, se détériore davantage.

En 2013, le budget de l'Etat s'équilibre à la somme de 3236 milliards de FCFA (+15,6 %

par rapport à 2012). Selon la loi des Finances 2013, ce budget repose sur plusieurs hypothèses macroéconomiques notamment une croissance réelle du PIB de 6,1 % dont 5,7 % pour le PIB non pétrolier; un taux d'inflation projeté à 3 %; un cours du baril de pétrole camerounais à 96,9 dollars et une production de 27,4 millions de barils; un taux de change du dollar à 530,1 FCFA; un solde budgétaire global base engagement à environ -2,7 % du PIB; un déficit extérieur courant plafonné à environ 1,9 % du PIB. Malgré les risques de stagnation voire de récession chez les principaux partenaires économiques, l'économie nationale devrait donc poursuivre sa croissance enclenchée en 2010. Ce qui appelle plus de rigueur dans la gestion des finances publiques.

Dans cette perspective, le pays a adopté le budget programme en 2013 comme nouvel outil de gestion des finances publiques. Il consiste à élaborer, présenter et exécuter la loi de finances sur la base de programmes orientés sur la recherche des résultats précis. Aux résultats à atteindre, le budget programme associe systématiquement les ressources requises. Sa mise en œuvre nécessite une bonne prévision qui permet de préparer, d'orienter et d'anticiper les effets des décisions de politique économique, financière et sociale.



ACTIVITES DE LA SOCIETE

ACTIVITES DE LA SOCIETE

Appui et Conseil à L'Etat

Un budget de 66,581 milliards FCFA a été consacré aux activités Appui et Conseil à l'Etat et Investissement au cours de l'exercice 2012. Il s'est agi principalement durant l'exercice, d'intervenir dans les grands projets structurants de l'Etat, d'octroyer des prêts et des avances aux sociétés du portefeuille et d'accompagner des sociétés ou des projets dans le cadre du capital développement.

Les avis techniques de la SNI ont considérablement contribué au développement de plusieurs projets initiés et pilotés par le gouvernement. Cette prestation efficiente de la Société auprès du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) notamment, a conduit au détachement d'un Cadre de l'entreprise en qualité de Coordonnateur-Adjoint de l'Unité Opérationnelle du Complexe Industriel-portuaire de Kribi.

La SNI a par ailleurs mis son expertise au service des structures chargées de la conduite des projets RIO TINTO ALCAN-ALUCAM (Brownfield - Extension ALUCAM- et Greenfield -Projet Kribi-), exploitation du fer de Mbalam, Barrage de Memve'ele, Pipeline national (oléoduc et gazoduc), Plan Directeur ferroviaire national (itinéraires prioritaires).



Il a été essentiellement question de réaliser le programme d'investissement de l'exercice, programme orienté sur la poursuite de la mise en œuvre du projet GEOVIC, la restructuration de la Cotonnière industrielle du Cameroun (CICAM) et la reconfiguration du projet Edéa Technopole Services (EDEA TECH).

Projet GEOVIC

Après la publication de l'étude de faisabilité bancaire du projet en avril 2011, la recherche des financements pour le démarrage effectif de l'exploitation de la mine a constitué l'étape suivante. Des négociations ont ainsi été engagées avec la société chinoise JXTC à l'effet de satisfaire les besoins immédiats en fonds propres des actionnaires par l'acquisition des parts de GEOVIC (60,5%) par JXTC.

Ce nouveau partenariat entre la SNI et la JXTC prévoit également que l'entreprise chinoise obtienne auprès d'une institution financière chinoise un prêt à long terme à des conditions bonifiées pour couvrir la participation de la SNI au capital social de GEOCAM.

La signature d'un "Memorandum of Agreement" (MOA) le 31 décembre 2012, a formalisé les termes de ce partenariat et a ouvert la voie aux négociations pour la signature du « Définitive Agreement » (DA) prévue 90 jours après la signature du MOA. En attendant l'opérationnalisation de l'exploitation et en vue de couvrir les dépenses minimales induites jusqu'au 31 Décembre 2012, les actionnaires ont procédé à une augmentation de capital de 360 000 000 FCFA, dont 72 000 000 FCFA pour la SNI.

Cotonnière Industrielle du Cameroun (CICAM)

Au premier semestre de l'année 2012, la modernisation de l'atelier filature de Garoua financée à hauteur de 2 300 millions de FCFA par ses deux actionnaires, l'Etat et la SNI, a été complètement achevée.

Faute de financement disponible, la réhabilitation et la modernisation de l'atelier de tissage de Garoua, ultime étape de la réhabilitation technique, a été repoussée en attendant l'aboutissement des négociations pour un emprunt de 5 500 millions de FCFA auprès d'une syndication de banques locales pour l'acquisition de 76 métiers à tisser, négociations qui ont finalement abouti en décembre 2012 par la signature d'une convention de financement. L'exercice 2013 devrait en conséquence être marqué par la commande des premiers métiers à tisser.

Edéa Technopole Services (EDEA TECH)

Un audit diagnostic de la société mené par la SNI a relevé, d'une part, la nécessité de réorienter les activités d'EDEA TECH, et d'autre part, celle d'un engagement plus marqué du gouvernement dans le projet. Cette dernière proposition a été matérialisée par la création en cours d'exercice, d'un Comité ad hoc conduit par le Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique.

Ledit comité a reçu la charge d'évaluer l'exécution des accords passés entre le gouvernement, COMEFIN et EDEA TECH en vue de la réorientation des activités de la société et de l'identification d'un partenaire susceptible de porter le développement du projet à son terme.

Formation du personnel

La SNI, dont l'un des atouts majeurs est la disponibilité d'un personnel hautement qualifié, a, au cours de l'exercice 2012, mis un point d'honneur sur le développement des compétences de son staff. C'est ainsi que dans le cadre de l'acquisition de la Maîtrise du Management des Projets, cinq cadres ont été admis à la certification « Project Management Professional (PMP) » auprès du « Project Management Institute » (PMI) après une session de formation et de préparation par un Cabinet spécialisé.

Par ailleurs, quatre employés ont été inscrits au Diplôme de Gestion et de Comptabilité (DGC) pour une durée de trois (03) ans à l'Institut National des Techniques Economiques et Comptabilité (INTEC) de Paris, représenté au Cameroun par l'Ordre National des Experts Comptables du Cameroun (ONECCA).

Mouvement du personnel

Au cours de l'exercice, de nouveaux responsables ont été nommés à la tête des directions et divisions prévues par l'organigramme de 2005 de la Société.

Activités sociales du Personnel

Se joignant aux communautés nationales et internationales, le personnel de la Société a pris part, via parades et réceptions, aux manifestations marquant la célébration de la Journée Internationale de la Femme le 08 mars 2012 et de la 126ème Fête Internationale du Travail le 1er mai 2012.

Ces événements ont constitué des moments uniques de convivialité et de communion entre les employés de la SNI.



Au 31 décembre 2012, le bénéfice de l'exercice s'établit à 1 335,7 millions FCFA contre 1 572,3 millions FCFA en 2011, en diminution de -15 %, soit -236 millions FCFA. Cette diminution du résultat s'explique principalement par une baisse des revenus des titres de participation (4 772,9 millions FCFA en 2012 contre 5 482,2 millions FCFA en 2011), soit -709,3 millions FCFA. Les développements qui suivent permettent de mieux expliquer la situation financière de la SNI au cours de l'exercice 2012.

COMPTE D'EXPLOITATION

LES PRODUITS D'EXPLOITATION

Le tableau ci-dessous résume l'évolution des produits et charges d'exploitation de l'exercice clos au 31/12/2012 comparés à ceux des exercices 2011 et 2010 :

LIBELLES	EXERCICE			VARIATION	
	2010	2011	2012	RELATIVE (%)	ABSOLUE (EN MILLIONS DE FCFA)
PRODUITS D'EXPLOITATION					
Produits du portefeuille (dividendes)	6 518,8	5 482,2	4 772,9	-12,9	-709,3
Produits des opérations de trésorerie	47,4	28,3	42,3	49,5	14,0
Produits des opérations avec la clientèle	555,0	520,1	661,2	27,1	141,1
Produits des opérations diverses	307,4	250,3	0,0	-100,0	-250,3
Produits accessoires	2,0	0	0,0	0,0	0,0
TOTAL PRODUITS EXPLOITATION	7 430,6	6 280,9	5 476,4	-12,8	-804,5

Les produits du portefeuille des titres (dividendes) sont en baisse, passant de 5 482,2 millions FCFA en 2011 à 4 772,9 millions FCFA en 2012, soit en valeur absolue une baisse de -709,3 millions FCFA et 12,9 % en valeur relative.

Cette situation s'explique principalement par la baisse du dividende CIMENCAM (-1 162 millions FCFA, -64 %) qui a été atténuée par la hausse du dividende des Brasseries du Cameroun (+ 521 millions FCFA, +21 %).

L'autre donnée marquante enregistrée est la baisse du dividende SOCATRAL (- 187,6 millions FCFA, -50 %) quasiment compensée par la hausse du dividende SAFACAM (+147,8 millions FCFA, +33,7 %). La SOCATRAL a procédé au cours de

l'exercice au rachat de ses propres actions cédées à BNP PARIBAS par prélèvement sur la trésorerie de la société. Il ne s'agit donc pas d'une baisse de rentabilité de cette société. La SNI a vu sa quote part de capital passer de 25 à 31 %.

Les produits des opérations de trésorerie (rémunération des dépôts à terme) sont passés de 28,3 millions FCFA en 2011 à 42,3 millions FCFA en 2012, soit une hausse de 14 millions FCFA en

valeur absolue et 49,5 % en valeur relative qui s'explique par des excédents de trésorerie plus importants en 2012 comparativement à 2011.

Les produits des opérations avec la clientèle (constitués des loyers et des revenus des prêts) sont passés de 520,1 millions FCFA en 2011 à 661,2 millions FCFA en 2012 et enregistrent une hausse de 141 millions FCFA consécutive à une augmentation générale des loyers de 18 % en

moyenne et à l'ajout des revenus locatifs relatifs à l'immeuble Banque mondiale, nouvellement construit.

La rubrique produits des opérations diverses (assistance aux sociétés du portefeuille) n'a pas enregistré d'opérations, passant ainsi de 250,3 millions FCFA en 2011 à un montant nul en 2012.

LES CHARGES D'EXPLOITATION

LIBELLES	EXERCICE			VARIATION (2012/2011)	
	2010	2011	2012	RELATIVE (%)	ABSOLUE (EN FCFA)
CHARGES EXPLOITATION					
Charges sur opérations avec la clientèle	0,0	0,0	70,9		70,9
Charges sur opérations bancaires	2,4	3,9	2,9	-24,6	-1,0
Fournitures consommées	456,4	446,7	414,4	-7,2	-32,3
Transport et déplacement	35,6	37,1	22,1	-40,5	-15,0
Autres services consommés	445,7	514,7	495,7	-3,7	-19,0
Charges générales d'exploitation	363,8	386,7	408,2	5,6	21,6
Frais de personnel	1 264,9	1 252,2	1 288,1	2,9	35,9
Impôts et taxes	29,1	388,4	163,2	-58,0	-225,1
Dotations aux amortissements	525,4	591,2	603,4	2,1	12,2
TOTAL CHARGES EXPLOITATION	3 123,3	3 620,9	3 468,9	-4,2	-152

De manière générale, les charges d'exploitation ont été maîtrisées passant de 3 620,9 millions FCFA à 3 468,9 millions FCFA, soit une réduction de -152 millions FCFA en valeur absolue et -4,2 % en valeur relative par rapport à l'exercice 2011.

Les **charges sur opérations bancaires** ont connu une baisse de -24,6 % suite à une utilisation optimale des différents comptes courants au regard des tarifications bancaires.

rubrique montre que ces charges ont accusé plutôt une tendance à la baisse. Les frais de personnel sont restés relativement stables (+2,9%).

Les **fournitures consommées** ont enregistré une baisse appréciable de -7,2 % grâce à une politique de réduction des coûts.

Les **transports et déplacements** enregistrent une diminution de l'ordre de -40,5 % soit -15 millions FCFA en valeur absolue qui s'explique principalement par la baisse du poste « titres de transport ».

Les **charges diverses d'exploitation** ont connu une hausse contenue passant de 386,7 millions FCFA en 2011 à 408,2 millions FCFA en 2012, soit +5,6 %. L'analyse détaillée de cette

Les **impôts et taxes** ont connu une forte baisse de -58%, passant de 388,4 millions FCFA en 2011 à 163,2 millions FCFA en 2012. Cette situation s'explique par des dispositions fiscales plus favorables liées à la comptabilisation de l'IRCM (cf. articles 13 et 17 du Code Général des Impôts).

Les **amortissements** enregistrent une légère hausse de 2,1 % résultant de l'achèvement des travaux de construction de l'immeuble Banque mondiale en septembre 2012.

RESULTATS FINANCIERS

Le tableau résumé des soldes caractéristiques de gestion de l'exercice clos le 31 décembre 2012 comparés à ceux des exercices 2011 et 2010 se présente comme suit :

LIBELLES	EXERCICE			VARIATION	
	2010	2011	2012	RELATIVE (%)	ABSOLUE (EN MILLIONS DE FCFA)
Résultat brut d'exploitation	4 307,1	2 660,1	2 007,5	-24,5	-652,6
+ Reprises sur provisions	0	522,5	0,0	-100,0	-522,5
- Dotations aux provisions	1 643,3	1 060,0	62,9	-94,1	-997,1
Résultat avant impôt	2 663,8	2 122,6	1 944,6	-8,4	-178
+ Produits exceptionnels	7,8	218,2	17,4	-92,0	-200,8
+ Plus-value de cession	33,8	6,7	9,7	44,6	3,0
- Pertes exceptionnelles	266,7	515,6	19,9	-96,1	-495,7
Résultat avant impôt	2 438,7	1 832,9	1 951,8	6,5	119,9
Impôt sur résultat	1 085,5	259,8	616,1	137,2	356,3
RESULTAT NET DE LA PERIODE	1 353,2	1 572,1	1 335,7	-15,0	-236,4

Le Résultat Brut d'Exploitation qui s'établit à 2 007,5 millions FCFA (contre 2 660,1 millions FCFA en 2011) enregistre une baisse de -652,6 millions FCFA en valeur absolue, soit une baisse de -24,5 % en valeur relative. Cette baisse provient essentiellement de la tendance baissière des produits du portefeuille (FCFA - 709,3 millions FCFA en valeur absolue) découlant de la forte diminution des dividendes notamment de CIMENCAM (646,3 millions FCFA en 2012 contre 1 808,8 millions FCFA en 2011 soit une réduction de - 1 162,5 millions FCFA).

Aucune **reprise sur provisions** n'a été effectuée en 2012 contre 522,5 millions FCFA en 2011.

Les **dotations aux provisions** sont passées de 1 060 millions FCFA en 2011 à 62,9 millions FCFA en 2012. Le portefeuille de la SNI est ainsi pratiquement assaini.

Le **résultat courant** de l'exercice 2012 de 1 944,6 millions FCFA est légèrement en recul par rapport à celui de l'exercice précédent, 2 122,6 millions FCFA soit un taux de 8,4 %.

Le résultat avant impôt a connu une hausse de

6,5 % en valeur relative et 119,9 millions FCFA en valeur absolue, passant de 1 831,9 millions FCFA en 2011 à 1 951,8 millions FCFA en 2012.

L'impôt sur le résultat de la SNI au titre de l'exercice 2012 a connu une hausse de 137,2 % pour se situer à 616,1 millions F CFA contre 259,8 millions FCFA en 2011.

L'incidence favorable des dispositions fiscales sur l'IRCM notée entre 2010 et 2011 a été moins ressentie en 2012 à cause de la baisse des dividendes perçus.

En définitive, le **résultat net après impôts** s'élève à 1 335,7 millions FCFA en 2012 contre 1 572,1 millions FCFA en 2011, soit une baisse de -15 % en valeur relative et de -236,4 millions FCFA en valeur absolue. Il s'agit tout de même d'une bonne performance si l'on tient compte que les produits ont globalement baissé de -12,8 % et la charge d'impôt sur les sociétés a augmenté de 137,2 %.

BILAN

Le total du Bilan au 31/12/2012 a connu une variation de +4,70 % par rapport à l'exercice 2011 passant de 49 853,4 millions FCFA à 52 202,8 millions FCFA. Ce bilan se présente ainsi qu'il suit:

POSTE	2011 (en millions de FCFA)	2012 (en millions de FCFA)	VARIATION	
			RELATIVE (%)	ABSOLUE (EN MILLIONS DE FCFA)
ACTIF				
Frais et valeurs incorporelles immobilisés	52,8	56,2	6,4	3,4
Immobilisations corporelles	6 987,9	7 882,4	12,8	894,5
Autres valeurs immobilisées (titres)	33 546,9	25 818,2	-23,0	-7 728,7
Crédit à la clientèle	1 782,7	11 335,5	535,8	9 552,8
Actif circulant	7 483,1	7 110,5	-5,0	-372,6
TOTAL	49 853,4	52 202,8	4,7	2 349,4
PASSIF				
Situation nette	43 420,1	44 992,4	3,6	1 572,3
Autres capitaux permanents	176,0	676,0	284,1	500
Dettes à court terme	4 685,1	5 198,7	11,0	513,6
Resultat beneficiaire à affecter	1 572,3	1 335,7	-15,0	-236,6
TOTAL	49 853,5	52 202,8	4,7	2 349,3

ACTIF

Le poste « Frais et valeurs incorporelles immobilisés » a connu une hausse en valeur relative de 6,4% : 56,2 millions FCFA en 2012 contre 52,8 millions FCFA en 2011.

Les immobilisations corporelles ont augmenté de 12,8 % passant de 6 987,9 millions FCFA en 2011 à 7 882,4 millions FCFA en 2012. Cette hausse s'explique principalement par l'immobilisation du coût des travaux de construction de l'immeuble de la Banque mondiale.

Les valeurs immobilisées (titres) ont connu une baisse de -23 % en valeur relative et de -7 728 millions FCFA en valeur absolue, passant de 33 546,9 millions F CFA en 2011 à 25 818,2 millions FCFA en 2012.

Cette baisse est la résultante des mouvements positifs (opérations d'augmentation de capital de CICAM (+1 725 millions FCFA) et de GEOVIC (+142 millions FCFA) et de mouvements négatifs (reclassement en prêts des avances consenties aux actionnaires camerounais de GEOVIC - 9 595 millions FCFA - liés à la SNI par des conventions notariées).

Le crédit à la clientèle a connu une forte hausse de 535,8 % passant de 1 782,7 millions FCFA à 11 335,5 millions FCFA en 2012, soit une hausse en valeur absolue de 9 552,8 millions FCFA s'expliquant par le reclassement en prêts des avances consenties aux actionnaires camerounais de GEOVIC (9 595 millions FCFA).

PASSIF

La situation nette a connu une augmentation de 3,6 % passant de 43 420,1 millions FCFA en 2011 à 44 992,4 millions FCFA en 2012, soit une hausse absolue de 1 572,3 millions FCFA représentant le résultat net de l'exercice précédent.

Les autres capitaux permanents ont augmenté de 500 millions FCFA passant de 176 millions FCFA à 676 millions FCFA. Ce montant correspond à la dernière échéance

de l'emprunt CHC.

Les dettes à court terme ont connu une hausse de 513,6 millions FCFA soit +11 %, passant de 4 685,1 millions FCFA à 5 198,7 millions FCFA explicable principalement par la hausse du compte « Fournisseurs – créditeurs divers » de 442,6 millions FCFA dont 309 millions FCFA pour l'entreprise de construction de l'immeuble de la Banque mondiale.

RATIOS SIGNIFICATIFS

RATIO	EXERCICE 2010	EXERCICE 2011 (A)	EXERCICE 2012 (B)	VARIATION (B-A)	
				ABSOLUE (B-A)	RELATIVE (%)
LE RATIO DE SOLVABILITÉ GÉNÉRALE : Actif total ----- Capitaux étrangers	7,85	10,26	8,89	-1,37	-13,35
LE RATIO D'AUTONOMIE FINANCIÈRE : Capitaux propres ----- Passif total	0,84	0,87	0,86	-0,01	-1,14
LE RATIO DE LIQUIDITÉ DE L'ACTIF : Actif circulant ----- Actif total	0,20	0,15	0,14	-0,01	-6,66
LE RATIO DE FINANCEMENT : Capitaux permanents ----- Actif immobilisé	1,09	1,08	1,36	0,28	25,92
LE RATIO DE MARGE BÉNÉFICIAIRE : Bénéfice avant impôt ----- Chiffre d'affaires	32,83%	29,18%	35,64%	6,46	22,13
LE RATIO DE MARGE BÉNÉFICIAIRE NET : Bénéfice net de la période ----- Chiffre d'affaires	18,22%	25,08%	24,39%	-0,69	-2,75
LE RATIO DE RENTABILITÉ DES CAPITAUX PROPRES : Bénéfice net de la période ----- Capitaux propres	3,40%	3,63%	2,97%	-0,66	-18,18



ANALYSE FINANCIERE DU PORTEFEUILLE

LE PORTEFEUILLE « PRÊTS ET PARTICIPATIONS »

L'évolution du portefeuille « prêts et participations » au cours des cinq dernières années est résumée dans le tableau ci-dessous :

LIBELLES	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012
Participation (en millions FCFA)	33 898,9	36 597,2	40 531,0	43 930,5	36 201,7
Prêt (en millions FCFA)	9 202,8	8 773,7	8 946,0	9 369,1	18 921,8
TOTAL	43 101,7	45 370,9	49 477,0	53 299,6	55 123,5

EVOLUTION DU PORTEFEUILLE « PARTICIPATIONS »

La réduction de -17, 59 % du portefeuille brut des participations au 31 décembre 2012 s'explique par les augmentations de capital de CICAM et de GEOVIC d'une part et par la sortie des avances en compte courant consenties aux actionnaires camerounais de GEOVIC d'autre part.

ENTREPRISE	31/12/2011	LIBÉRATION	SORTIE, CESSIION, RÉDUCTION DU CAPITAL	31/12/2012	VARIATION (%)
		AUGMENTATION DU CAPITAL			
CICAM	1 568,0	1 725,0	0,0	3 293,0	110,0
GEOVIC CAMEROUN	19 309,5	142,2	9 596,0	9 855,7	-48,95
Reste du portefeuille	23 053,0	0,0	0,0	23 053,0	0,0
TOTAL	43 930,5	1 867,2	9 596,0	36 201,7	-17,59

EVOLUTION DU PORTEFEUILLE « PRÊTS »

Le portefeuille prêt a connu une hausse passant de 9 369 millions FCFA en 2011 à 18 921,8 millions FCFA en 2012 selon les détails ci-dessous :

LIBELLES	SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2011	ENGAGEMENT EXERCICE 2012	RECLASSEMENT	SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2012	VARIATION (%)
Avance en compte courant	1 323,7	60,0	-	1 383,7	4,5
Prêts à court terme	2 531,4	-	-	2 531,4	
Prêts à moyen terme	2 066,4	-	-	2 066,4	
Prêts à long terme - GEOVIC		9 596,0	-	9 596,0	
Prêts à LT - Autres sociétés	3 447,5	-	103,2	3 344,3	-3,0
TOTAL	9 369	9 656,0	103,2	18 921,8	101,9

EVOLUTION DE LA VALEUR DU PORTEFEUILLE

Comme mentionné dans la rubrique « participations », la hausse du portefeuille « prêts » provient de l'imputation des avances en compte courant consenties aux actionnaires camerounais de GEOVIC en prêts.

A cela, il faut ajouter une avance de 60 millions FCFA qui a été faite à la Société Hôtelière de l'Est (Hôtel Mansa à Bertoua) pour sa remise à niveau à l'occasion de la pose de la première pierre du barrage de Lom Pangar.

La constitution d'un exercice à l'autre des provisions fondées sur la valeur mathématique de l'entreprise permet une appréciation de la

valeur nette comptable du portefeuille global dont l'évolution en montants bruts et en montants nets se présente comme suit :

LIBELLES	2009	2010	2011	2012
PARTICIPATIONS				
Valeur brute des participations	36 597 245 126	40 531 015 126	43 930 476 079	36 201 726 079
Provisions cumulées	9 609 502 469	10 109 502 469	10 399 564 969	10 399 564 969
Valeur nette	26 987 742 657	30 437 549 464	33 530 911 110	25 802 161 110
Taux de provisions sur participations	26,26%	24,94 %	23,67 %	28,73%
PRÊTS ET AVANCES				
Valeur brute des prêts et avances	8 773 735 281	8 946 974 770	9 369 051 014	18 921 785 452
Provisions cumulées	6 952 387 163	7 952 387 163	7 586 308 796	7 586 308 796
Valeur nette	1 821 348 118	994 587 607	1 782 742 218	11 335 476 655
Taux de provisions sur prêts et avances	79,24%	88,88 %	80,97 %	40,09%
PORTEFEUILLE GLOBAL				
Valeur brute du portefeuille	45 370 980 407	49 477 989 896	53 299 527 093	55 123 511 531

LIBELLES	2009	2010	2011	2012
Provisions cumulées globales	16 561 889 632	18 061 889 632	17 985 873 765	17 985 873 765
Valeur nette du portefeuille	28 809 090 775	31 432 137 071	35 313 653 328	37 137 637 765
Taux de provisions sur portefeuille	36,50%	36,50 %	33,74 %	32,63%
Dividendes	3 816 011 876	6 518 794 262	5 482 188 857	4 772 941 318
Intérêts sur prêts	107 691 588	81 220 343	62 889 832	57 369 065

RENDEMENT DU PORTEFEUILLE

Le rendement global du portefeuille « participations et prêts » après provisions et avant provisions est en recul. Cette situation s'explique par une augmentation de la valeur brute et nette du portefeuille global alors que les produits perçus (dividendes et intérêts sur

prêts) sont en diminution.

La hausse artificielle du rendement des participations découle du retrait de la quote-part des actionnaires camerounais de GEOVIC dans le montant des participations.

LIBELLES		2009	2010	2011 (A)	2012 (B)	VARIATION (B-A)	
						ABSOLUE (B-A)	RELATIVE
Rendement des participations	Avant provisions	10,4 %	16,1 %	12,5 %	13,2%	0,7%	5,6%
	Après provisions	14,1 %	21,4 %	16,3 %	18,5%	2,2%	13,1%
Rendement des prêts	Avant provisions	1,2 %	0,9 %	0,7 %	0,3%	-0,4%	-54,8%
	Après provisions	5,9 %	8,2 %	3,5 %	0,5%	-3,0%	-85,7%
Rendement global du portefeuille (participations + prêts)	Avant provisions	8,6 %	13,3 %	10,4 %	8,8%	-1,6%	-15,8%
	Après provisions	13,6 %	21,0 %	15,7 %	13,0%	-2,7%	-17,2%

PORTEFEUILLE

PORTEFEUILLE

Le portefeuille de la SNI comprend, au 31 Décembre 2012, 32 (trente-deux) sociétés dont 27 (vingt-sept) en exploitation normale, 01 (une) société en liquidation, 04 (quatre) sociétés en arrêt d'activité. Les 32 (trente-deux) sociétés sont regroupées en trois secteurs à savoir le secteur primaire composé de 06 (six) sociétés, le secteur secondaire composé de 14 (quatorze) sociétés et le

secteur tertiaire, composé de 12 (douze) sociétés.

Avant de présenter ci-après la situation par secteur, l'observation d'ordre général à relever est que l'exercice 2012 a été de manière globale, au plan des résultats nets d'abord, puis des dividendes à distribuer, et enfin du chiffre d'affaires total généré, une année difficile.

SECTEUR PRIMAIRE

Au 31 Décembre 2012, le secteur primaire de la SNI compte 06 (six) sociétés en activité réparties en trois sous-secteurs à savoir 04 (quatre) en Agro-industries, 01 (une) en Pêche et Elevage et 01 (une) dans le sous-secteur Bois.

SOUS-SECTEUR	ENTREPRISES	ACTIVITES
AGRO-INDUSTRIE	SOSUCAM (Société Sucrière du Cameroun)	Culture et transformation industrielle de canne à sucre et autres produits tropicaux
	SAFACAM (Société africaine forestière et agricole du Cameroun)	Exploitation forestière, plantation d'hévéa et de palmier à huile
	MAISCAM - (Société Camerounaise de Maïserie)	Culture et transformation du maïs sous diverses formes
	SPM (Société des Plantations de Mbanga)	Plantation et exportation de la banane
PECHE ET ELEVAGE	SODEPA (Société de Développement et d'Exploitation des Productions Animales)	Promotion, exploitation et développement de toutes entreprises d'élevage et production des semences agricoles nécessaires à l'élevage et transformation des productions animales : abattoirs, entrepôts frigorifiques, ateliers de conditionnement
BOIS	ECAM-PLACAGES (Compagnie d'Exploitation industrielle des bois du Cameroun)	Production de feuilles de bois tranchées

EXERCICES RUBRIQUES	2011	2012	ECART (%)
1. Capital social	19 398	19 398	0,00
2. Effectifs	5733	6 243	8,77
3. Frais de personnel	18 830	20 141	9,63
4. Investissements cumulés nets	82 070	91 140	11,43
5. Valeur ajoutée	50 308	49 087	-3,53
6. Chiffre d'affaires HT	90 777	94 017	3,09
7. Frais financiers	4077	4 239	2,75
8. Impôts versés à l'Etat	6602	5 330	-19,38
9. Résultat net	9 349	13 889	48,32
10. Dividendes bruts à distribuer	7 253	6 309	-13,02

Le capital social du secteur est resté stable à 19 398 millions FCFA, tandis que les effectifs ont progressé de +8,77 %, et ce grâce à la SOSUCAM et à la SAFACAM qui ont connu des hausses de +268 et +235 personnes. L'augmentation des frais de personnel de +9,63 % traduit essentiellement la hausse survenue à la SOSUCAM (+1 650 millions FCFA).

Les investissements nets cumulés se sont accrus de +11,43 % grâce aux nouvelles immobilisations qui ont entraîné une hausse de cet indicateur de +7 241 millions FCFA à la SOSUCAM et +2 141 millions FCFA à la SAFACAM. La valeur ajoutée quant à elle baisse de -3,53 %, sous l'influence de la SAFACAM qui enregistre une chute de -4 102 millions FCFA, en partie contrée par la hausse de +1 964 millions FCFA de la SOSUCAM. L'accroissement du chiffre d'affaires de +3,09 % reflète le progrès réalisé à la SOSUCAM (+8 114

millions FCFA) toutefois érodé par le recul de -4 553 millions FCFA survenu à la SAFACAM.

Les impôts et taxes diminuent de -19,38 %, sous l'influence de la SAFACAM dont la réduction est de - 1 960 millions FCFA, malgré la hausse de +712 millions FCFA de la SOSUCAM.

Pour ce qui est du résultat net, il est en forte croissance, toutes les sociétés y contribuant à l'exception de SAFACAM et de la SODEPA qui connaissent des replis respectifs de -2 542 millions FCFA et -99 millions FCFA. Seule MAISCAM augmente ses dividendes de +100 millions FCFA par rapport à 2011. SOSUCAM, elle, ne distribuera que 9,78 % de son résultat net, soit -1 044 millions FCFA par rapport à 2011 tandis que SAFACAM concèdera 120,49 % de son résultat net afin de maintenir le même niveau de rémunération de ses actionnaires qu'en 2011 et ce, en dépit de la baisse de son bénéfice.



SECTEUR SECONDAIRE

Au 31 Décembre 2012, le secteur secondaire de la SNI compte 14 (quatorze) sociétés dont 10 (dix) sociétés en exploitation normale et 04 (quatre) sociétés en arrêt d'activité. Ces sociétés sont réparties en cinq sous-secteurs, notamment 04 (quatre) en Industries Alimentaires, 02 (deux) en Textiles-Confection, 01 (une) en Matériaux de construction, 06 (six) en Métallurgie et Electromécanique et 01 (une) en Chimie et Energie.

Le tableau ci-après présente les sociétés par branche d'activités :

SOUS -SECTEUR	ENTREPRISE	ACTIVITE
INDUSTRIES ALIMENTAIRES	SIC-CACAO (Société Industrielle des Cacaos)	Fabrication de beurre, masse et tourteaux de cacao.
	SABC (Société Anonyme des Brasseries du Cameroun)	Fabrication et vente de bières, boissons gazeuses, sirops, glaces, drêches et assimilés, ainsi que la fabrication ou les ventes de tous les produits connexes.
	SEMC (Société des Eaux Minérales du Cameroun)	Traitement et mise en bouteille d'eaux de source (EAU DE TANGUI).
	MILKY WAY	Fabrication et commercialisation du lait concentré et autres produits laitiers dérivés du lait en poudre
TEXTILES ET CONFECTION	CICAM (Cotonnière Industrielle du Cameroun)	Filature, tissage, blanchiment, teinture et impression sur tissu
	SCS (Société Camerounaise des Sacheries)	Filature, tissage et confection de sacs de jute, fabrication de sacs en polypropylène et en polyéthylène
MATERIAUX DE CONSTRUCTION	CIMENCAM (Cimenteries du Cameroun)	Exploitation d'une cimenterie à Figuil et d'une usine de broyage de clinker à Douala ; fabrication de ciment
METALLURGIE ET ELEC-TRO-MECANIQUE	SOCATRAL (Société Camerounaise de Transformation de l'Aluminium)	Exploitation de l'aluminium et de ses alliages en bandes, tôles et disques
	ALUCAM (Société Camerounaise de l'Aluminium)	Réalisation et exploitation des établissements industriels dans le domaine de l'aluminium
	ALUBASSA	Manufacture d'articles de ménage, menuiserie métallique (produits pliés en aluminium), commercialisation de ses produits
	CAMELCAB (Cameroon Electric Cables)	Exploitation d'une usine de câbles, de fils électriques et d'électrodes à soudure. Marketing et distribution de la production
	SOCAVER (Société Camerounaise de Verrerie)	Fabrication et décoration des verres creux
	SATC (Société d'Application Techniques du Cameroun)	Fabrication du matériel et accessoires destinés au conditionnement, distribution et vente de ces produits
CHIMIE ET ENERGIE	SONARA (Société Nationale de Raffinage)	Raffinage de pétrole brut

Le tableau ci-dessous présente les chiffres globaux de ce secteur en 2012 comparés à ceux de l'exercice antérieur.

CHIFFRES GLOBAUX DU SECTEUR SECONDAIRE (EN MILLIONS FCFA SAUF POUR LES EFFECTIFS)

EXERCICES	EXERCICE 2011	EXERCICE 2012	ECART (%)
RUBRIQUES			
1. Capital	81 335	83 635	2,83
2. Effectifs	5 819	5 929	1,89
3. Frais de personnel	53 618	59 187	10,39
4. Investissements cumulés nets	526 371	667 501	26,81
5. Valeur ajoutée	202 827	166 064	-18,13
6. Chiffre d'affaires ht	1 625 519	1 562 332	-3,89
7. Frais financiers	34 358	52 392	52,49
8. Impôts versés à l'état	52 319	57 606	10,10
9. Résultat net	55 955	3 627	-93,52
10. Dividendes bruts à distribuer	33 835	28 417	-16,01

Le capital social cumulé du secteur s'est accru de 2 300 millions FCFA suite à l'augmentation intervenue à la CICAM dans l'optique d'améliorer le ratio des fonds propres.

L'effectif total a enregistré une hausse par rapport à 2011 de +1,89 %, traduisant les accroissements observés à la SABC (+105 personnes), à la SONARA (+61 personnes), à ALUBASSA (+9 personnes), à la SIC-CACAOS (+7 personnes), accroissements tout de même atténués par les réductions intervenues entre autres à la SOCATRAL (-47 personnes), à la CIMENCAM (-14 personnes) et à ALUCAM (-8 personnes).

Nonobstant la baisse de -1 028 millions FCFA observée à SOCAVER, les investissements cumulés nets ont progressé de +26,81 %, soit +141130 millions FCFA, grâce aux sociétés en phase d'investissement, notamment la SONARA qui contribue à l'accroissement pour +136 537 millions FCFA, suivie par ALUCAM pour +2 873 millions FCFA, la SEMC pour +1 555 millions FCFA, la SABC pour +439 millions FCFA, la CICAM pour +304 millions FCFA, la SIC-CACAOS et la SOCATRAL pour +297 millions FCFA et ALUBASSA pour +56 millions FCFA.

La valeur ajoutée décroît de -18,13 %, sous l'influence de la SONARA (-23 990 millions FCFA), d'ALUCAM (-17 032 millions FCFA), de la SABC (-1 446 millions FCFA), malgré les hausses observées à la SOCAVER (+3 697 millions FCFA), à la SIC-CACAOS (+672 millions FCFA), à la SOCATRAL (+582 millions FCFA) et à

CIMENCAM (+577 millions FCFA).

La SONARA, ALUCAM, la SABC et la CIMENCAM impactent négativement l'évolution du résultat net du secteur, en ce sens qu'elles enregistrent toutes, des reculs importants par rapport à 2011, les deux premières affichant des résultats déficitaires de -20 537 millions FCFA contre +9 688 millions FCFA en 2011 pour la SONARA, (soit un recul de -30 226 millions FCFA), et -17 245 millions FCFA contre -6 053 millions FCFA en 2011 (soit un recul de -11 192 millions FCFA) pour ALUCAM. La SABC réalise un bénéfice de +36 336 millions FCFA contre +45 225 millions FCFA en 2011, soit un recul de -8889 millions FCFA, et la CIMENCAM, un résultat net positif de seulement +905 millions FCFA contre +4 000 millions FCFA en 2011, soit un recul de -3 095 millions FCFA ;

Malgré tout, les impôts versés à l'Etat par les entreprises du secteur secondaire se sont accrus de +10,10 %, passant de 52 319 millions FCFA à 57 606 millions FCFA.

S'agissant des dividendes, leur diminution de -5 418 millions FCFA, soit -16,01 % est attribuable à la SABC qui enregistre un recul de -4 655 millions FCFA, suivie de la CIMENCAM (-1 594 millions FCFA) et de la SEMC (-306 millions FCFA). Fort heureusement, la SOCAVER et la SOCATRAL amortissent une partie de la baisse, à hauteurs respectives de +711 millions FCFA et +380 millions FCFA.



SECTEUR TERTIAIRE

Au 31 Décembre 2012, le secteur tertiaire de la SNI compte 12 (douze) sociétés. 11 (onze) d'entre elles sont en exploitation normale et 01 (une) en liquidation, la CAMSHIP IC. Ces sociétés sont réparties en trois sous-secteurs: 06 (six) en Hôtellerie-Tourisme-Publicité, 04 (quatre) en Transport-Transit- Manutention et 02 (deux) dans le sous-secteur Etablissements financiers et bancaires.

SOUS -SECTEUR	ENTREPRISE	ACTIVITE
HOTELLERIE- TOURISME PUBLICITE	SGHC (Société des Grands Hôtels du Cameroun)	Construire, faire construire, acquérir, prendre ou donner à bail, exploiter ou faire exploiter des hôtels, relais d'hébergement
	SHNC (Société Hôtelière Nord Cameroun)	Construire, faire construire, acquérir, prendre ou donner à bail, exploiter ou faire exploiter des hôtels, relais d'hébergement
	SOHLI (Société Hôtelière du Littoral)	Construction et exploitation à Douala d'un hôtel de classe internationale, de catégorie quatre étoiles
	SHE (Société Hôtelière de l'Est)	Réalisation des études architecturales et techniques de faisabilité financière et marketing en vue de la construction et l'exploitation d'un hôtel de classe économique
	CHC (Cameroon Hotels Corporation)	Construction et exploitation d'un hôtel de classe internationale, catégorie cinq étoiles de luxe
	CPE (Cameroun Publi-Expansion)	Société de promotion publicitaire et de tourisme
TRANSPORT - TRANSIT - MANUTENTION	CLGG (Consignment et Logistique du Golfe de Guinée)	Transport maritime
	CIC (Camship Investment Corporation)	Administration, gestion et contrôle des sociétés. Toutes opérations de capital-risque et toute prestation pouvant s'y rattacher. Recherche de financement et de partenariat. Transport de pétrole et de vrac solides, dragage et maintenance portuaires
	SCDP (Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers)	Exploitation des dépôts pétroliers
	SITRAFER (Société Internationale de Travaux Ferroviaires)	Travaux ferroviaires, Travaux de génie civil, Travaux de soudure
ETABLISSEMENTS FINANCIERS ET BANCAIRES	DSX (Douala Stock Exchange)	Marché financier (bourse des valeurs)
	ACEP CAMEROUN	Financement de très petites entreprises en milieu urbain

Le tableau ci-dessous présente les chiffres globaux de ce secteur au cours de l'exercice 2012.

CHIFFRES GLOBAUX DU SECTEUR TERTIAIRE (EN MILLIONS FCFA SAUF POUR LES EFFECTIFS)

EXERCICES	EXERCICE 2011	EXERCICE 2012	ECART (%) 2012-2011
RUBRIQUES			
1. Capital social	22 156	22 156	0,00
2. Effectifs	1 438	1 495	3,96
3. Frais de personnel	7 511	7 969	6,10
4. Investissements cumulés nets	26 099	28 148	7,85
5. Valeur ajoutée	19 095	21 196	1 1,00
6. Chiffre d'affaires ht	40 897	42 292	3,41
7. Frais financiers	806	950	1 7,87
8. Impôts versés à l'état	4 014	4 571	1 3,88
9. Résultat net	4 309	4 539	5,36
10. Dividendes bruts à distribuer	228	1 128	395,67

A partir de ce tableau, on relève que tous les indicateurs sont en hausse. Le capital social reste inchangé à 22 156 millions FCFA, tandis que l'on observe une modeste augmentation au niveau du chiffre d'affaires (+3,41 %), des effectifs (+3,96 %), du résultat net (+5,36 %), des frais de personnel (+6,10 %) et des investissements cumulés nets (+7,85 %), ce qui traduit une certaine morosité générale dans ce secteur en 2012.

Le chiffre d'affaires progresse de +1 395 millions FCFA, grâce aux hausses réalisées à ACEP- CAMEROUN (+822 millions FCFA), à la SCDP (+636 millions FCFA), à la SOHLI (+400 millions FCFA), à CHC (+229 millions FCFA), à la SGHC (+75 millions de FCFA) et à la SHE (+22 millions FCFA), malgré les baisses observées à la SITRAFER (-738 millions FCFA), à la CLGG (-196 millions FCFA) et à la DSX (-177 millions FCFA).

Les effectifs progressent de +57 personnes grâce aux évolutions enregistrées à ACEP (+44 personnes), à la SGHC (+6 personnes), à la SHE (+3 personnes) et à la SHNC (+2 personnes), les autres entreprises présentant plutôt des légères contractions d'effectifs.

L'amélioration du résultat net de +230 millions FCFA résulte des progrès obtenus à CLGG (+491 millions FCFA), à la SOHLI (+239 millions FCFA), à ACEP (+220 millions FCFA), à la SGHC (+55 millions FCFA) et à la SHE dont le résultat net, quoique toujours déficitaire, subit un redressement de +128 millions FCFA. L'accroissement total est toutefois tempéré par les baisses de -159 millions FCFA et -129 millions FCFA observées à la CHC et à la DSX.

Les frais de personnel augmentent de +458 millions FCFA sous l'influence des hausses observées à la SCDP (+366 millions FCFA), à ACEP (+146 millions FCFA) et à la SOHLI (+65 millions FCFA). Ces hausses sont atténuées par les baisses survenues à la SITRAFER (-155 millions FCFA), à la SGHC (-29 millions FCFA), à la DSX (-14 millions FCFA) et à la SHNC (-10 millions FCFA).

Les investissements cumulés nets enregistrent un accroissement de +2 049 millions FCFA, sous l'influence des augmentations intervenues à la SCDP (+1 896 millions FCFA), à CHC (+848 millions FCFA), à ACEP (+167 millions FCFA) et à la SGHC (+6 millions FCFA), les autres entreprises enregistrant plutôt des reculs, à l'instar de la SOHLI (-202 millions FCFA), de la SITRAFER (-177 millions FCFA), de la DSX (-147 millions FCFA), de la CLGG (-137 millions FCFA) et de la SHNC (-112 millions

FCFA).

La hausse des frais financiers de +144 millions FCFA en valeur absolue, soit +17,87 % en valeur relative, traduit l'augmentation intervenue à ACEP-Cameroun (+155 millions FCFA), à la SGHC (+33 millions de FCFA), à la SCDP (+14 millions FCFA), augmentation partiellement neutralisée par la baisse observée à la CLGG (-56 millions de FCFA).

La valeur ajoutée croît globalement de +2 101 millions FCFA, soit +11,00 %, reflétant l'effort des sociétés pour une meilleure maîtrise de leurs charges d'exploitation, ce que confirment les améliorations observées un peu partout dans le secteur à l'exception de CHC et de la DSX où cet indicateur marque des reculs respectifs de -285 millions FCFA et -77 millions FCFA par rapport à 2011.

L'accroissement des impôts versés à l'Etat de +557 millions FCFA, soit +13,88 % reflète les hausses observées à la SOHLI (+180 millions FCFA), à ACEP-CAMEROUN (+172 millions FCFA), à la CHC (+114 millions FCFA) et ce, malgré les baisses enregistrées à la SGHC (-33 millions FCFA) et à la CLGG (-8 millions de FCFA).

Avec la distribution programmée de 300 millions FCFA de dividendes à la SCDP, 250 millions FCFA à la CHC, 200 millions FCFA à la SOHLI et 130 millions FCFA à la SGHC, le secteur tertiaire enregistre un bond de +395,67 % en termes de dividendes à distribuer. L'amélioration observée au niveau du secteur tertiaire s'élève à +900 millions FCFA auxquels la SCDP contribue pour 300 millions FCFA, CHC pour 250 millions FCFA, la SOHLI pour +200 millions FCFA, la SGHC pour +130 millions de FCFA et la CLGG pour +20 millions FCFA. Les dividendes d'ACEP restent stationnaires à 228 millions de FCFA. La CHC, la SOHLI et la SGHC rémunéreront leurs actionnaires pour la première fois depuis leur création.

D'une manière générale, la SITRAFER, société en grande difficulté, a significativement contribué à réfréner les différents indicateurs de performance du sous-secteur. Au niveau du chiffre d'affaires par exemple, la performance du secteur en 2012 s'est située à 601 millions FCFA contre 1 339 millions FCFA en 2011, soit un recul de -738 millions FCFA en valeur absolue (-55,13 % en valeur relative). Le résultat net, bien qu'en amélioration par rapport à 2011 où il s'affichait à -1 088 millions FCFA, est resté fortement déficitaire, se situant à -699 millions FCFA.

LIBELLES	2010	2011	2012	ECARTS (%) 2012/2011	ECARTS (%) 2012/2010
1 – Capital social	122 890	122 890	125 190	1,87	1,87
2 – Effectifs	18 528	12 990	13 667	5,21	-26,24
3 – Frais de personnel	79 015	79 510	87 297	9,79	10,48
4 – Investissements cumulés nets	633 532	634 541	786 789	23,99	24,19
5 – Valeur ajoutée	272 873	272 230	236 348	-13,18	-13,39
6 – Chiffre d'affaires ht	1 757 561	1 757 194	1 698 641	-3,33	-3,35
7 – Frais financiers	39 270	39 241	57 581	46,74	46,63
8 – Impôts versés à l'état	63 033	62 935	67 507	7,26	7,10
9 – Résultats nets	69 766	69 613	22 056	-68,32	-68,39
10 – Dividendes bruts à distribuer.	41 405	41 343	35 853	-13,22	-13,41

Somme toute, comme les années antérieures, les sociétés du portefeuille de la SNI ont de manière significative participé au développement macro-économique du Cameroun notamment par la contribution à la lutte contre le chômage en employant globalement 13 667 personnes -saisonniers non-compris- contre 12 990 en 2011, soit un accroissement de +5,21 %.

Le portefeuille de la SNI a en outre contribué à la formation du PIB à travers sa composante « Somme des valeurs ajoutées » de 236 348 millions FCFA, bien qu'en repli de -13,18 % par rapport aux 272 230 millions FCFA de 2011 et à travers sa composante

« TVA » de 326 988 millions FCFA, en baisse de -3,33 % comparativement aux 338 260 millions FCFA de 2011, soit globalement une contribution de 563 336 millions FCFA contre 610 490 millions FCFA en 2011, soit une contraction de -7,72 % entre 2011 et 2012.

Enfin, les sociétés du portefeuille SNI, via la composante « impôts et taxes », ont généré des recettes publiques à hauteur de 394 495 millions FCFA (i.e. 67 507 millions FCFA d'impôts et taxes et environ 326 988 millions FCFA de TVA), contre 401 195 millions FCFA (i.e. 62 935 millions FCFA d'impôts et taxes et environ 338 260 millions FCFA de TVA) en 2011, soit un fléchissement de -1,67 %.



OPINION DES CENSEURS SUR LES COMPTES

A
Messieurs les Administrateurs de la SNI

Monsieur le Président du Conseil d'Administration,
Madame et Messieurs les Administrateurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil, en application des dispositions de vos statuts, nous avons l'honneur de vous présenter le rapport général sur les comptes du 49ème exercice de votre Société, sur la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2012.

Nos travaux ont été conduits selon les normes professionnelles de révision généralement admises au Cameroun et les normes prescrites par l'OHADA et la COBAC. Ces normes requièrent la mise en œuvre des diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Elles ont comporté en conséquence :

- Tous les sondages et tous les autres procédés de vérification prévus par la loi relatifs à la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2012.
- Le contrôle des comptes annuels de la SNI qui font ressortir une situation bénéficiaire. Nous estimons que l'audit auquel nous avons procédé fournit une base raisonnable à l'opinion ci-après :

Nous tenons à préciser que, comme par le passé, les documents et les pièces comptables nécessaires pour nos travaux ont été reçus dans les délais légaux et les comptes revus ont été préparés sous la responsabilité de la Direction Générale de la SNI. Notre responsabilité est d'exprimer sur la base de l'audit effectué notre opinion sur ces comptes.

L'examen des comptes comportait :

- Le contrôle du caractère acceptable des principes comptables adoptés et de leur permanence dans le temps ;
- Le rapprochement des postes du bilan et compte de résultat ainsi que les enregistrements comptables de base ;
- La revue des états financiers pour s'assurer qu'ils sont conformes aux exigences légales.

OPINION SUR LES COMPTES

Au terme de nos investigations, nous avons constaté les faits suivants :

- La comptabilité est tenue, les pièces et documents comptables bien classés et rangés par ordre chronologique des dépenses mois par mois ; ce qui favorise une bonne traçabilité et une lisibilité aisée ;
- Les recettes constatées comportent des pièces justificatives précisant leur origine, la période d'engagement selon les principes budgétaire et comptable en vigueur ;
- Les dépenses sont effectuées dans l'observance de la réglementation notamment en ce qui concerne les marchés (code des marchés publics).
- Les supports de la comptabilité sont conformes aux normes en vigueur et toutes les pièces justificatives y afférentes, non seulement obéissent à une numérotation continue le long de l'exercice, mais sont bien classées sans les chronos appropriés.

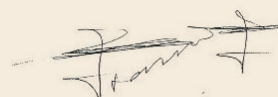
En conséquence, nous certifions que les comptes annuels de la SNI sont, au regard des règles et principes comptables applicables au Cameroun, réguliers, sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice clos au 31 décembre 2012, ainsi que de la situation financière et patrimoniale de la société à la fin du même exercice.

Yaoundé, le 4 juin 2013

Les Censeurs,



ATECK A DJAM Félix
Inspecteur Principal des Impôts



TSALA ONANA Evariste
Magistrat
Inspecteur d'Etat



Nous construisons demain

RAPPORT ANNUEL 2012

Société Nationale d'Investissement (SNI)

Rue Many Ewondo

B.P : 423 Yaoundé - Cameroun

Tél. : +237 222 22 44 22

Fax : +237 222 23 13 32

E-mail : sni@sni.cm

www.sni.cm